



COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Edition spéciale

***Passation de pouvoirs à la tête du Secrétariat général de la
Commission de l'océan Indien (COI)
16 juillet 2020***

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Passation de pouvoirs Mr Hamadi Madi SG sortant à Mr Vêlayoudom Marimoutou.....2

- Interview de Mr Hamada Madi SG sortant : "J'ai servi l'Indianocéanie au mieux de mes capacités"
- Interview de Mr Hamadi Madi : " Je quitte la COI la tête haute"
- Mr Hamada Madi cède le pouvoir à Vêlayoudom Marimoutou
- Commission de l'Océan Indien : Le Réunionnais Vêlayoudom Marimoutou succède au Comorien Hamada Madi
- La fin du mandat de Hamadi Madi Boléro
- La sécurité, le climat, la biodiversité et l'économie priorités du nouveau SG
- Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi à la tête de la Commission Océan Indien
- Commission de l'Océan Indien : Hamada Madi cède sa place à Vêlayoudom Marimoutou
- Vêlayoudom Marimoutou devient officiellement secrétaire général de la COI

Interview

HAMADA MADI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SORTANT “J’ai servi l’Indianocéanie”

Après quatre années passées à la tête de la Commission de l’Océan Indien (COI), Hamada Madi a remis les clés de la maison sise à Ebène à l’île Maurice à son successeur Vélayoudom Marimoutou. Il se dit “fier” d’avoir mis son expérience au service de cette organisation régionale composée des Comores, de la France (île de la Réunion), de Madagascar, de Maurice et de la République des Seychelles. L’ancien premier ministre comorien estime avoir mis “La Maison COI” sur de “nouveaux horizons encore plus prometteurs”.

Vous venez de passer le flambeau à Vélayoudom Marimoutou. Quels sont vos sentiments personnels en ces instants solennels ?

Il y a beaucoup d’émotions en pareil instant. J’ai remis les clés de “La Maison COI” au professeur Marimoutou avec le sentiment du devoir accompli. C’est une belle et noble mission qui m’a été confiée et le sentiment qui domine c’est la gratitude d’abord envers Allah qui a guidé mes pas depuis mon enfance m’amenant à servir mon pays, puis la région.

La gratitude à l’égard des autorités de mon pays et des États membres de la COI qui m’ont fait confiance et m’ont apporté un soutien fraternel tout au long de mon mandat. La gratitude envers mes collaborateurs de la COI pour leur enthousiasme et leur dévotion à leur mission. La gratitude vis-à-vis de nos membres observateurs et partenaires pour la qualité de notre dialogue. Et bien entendu, la gratitude envers ma famille et mes proches dans ma filière natale.

Quatre ans passés à la tête de la COI, quel héritage laissez-vous à cette organisation régionale ?

Ce sera aux observateurs, dont les médias, d’évaluer l’empreinte que j’aurai laissée. J’ai servi l’Indianocéanie au mieux de mes capacités. Je crois humblement avoir permis à la COI de renforcer son rôle politique et diplomatique, de consolider son rôle moteur d’une action collective voulue par nos États. Je quitte une COI renforcée, en cours de modernisation et une COI qui fournira de projets pour l’avenir de notre région.

Quelles sont, sommairement, les grandes actions réalisées durant votre mandature, et quels sont les grands chantiers laissés à votre successeur ?

Vous m’obligez à faire des choix. Permettez-moi de rappeler, avant toute chose, qu’il s’agit ici de coopération régionale multilatérale. Je le précise car il m’arrive de lire ici et là des interrogations sur les résultats de la COI. En fait, les réalisations sont nombreuses et, pour certaines, elles s’inscrivent dans la continuité d’une action qui a débuté avec mes prédécesseurs.

La première réalisation, essentielle pour le juriste que je suis, c’est la modernisation institutionnelle de la COI. C’est un processus qui va se poursuivre mais qui a déjà de grandes réussites comme la “Déclaration de Moroni” sur l’avenir de la COI qui a enclenché ce processus fondé sur l’Accord de Victoria révisé, notre texte fondateur, qui optimise la volonté politique de nos États membres de coopérer, de relever ensemble des défis



“ En 2016, seule la Chine disposait du statut de membre observateur. Aujourd’hui, il y a l’Inde, le Japon, l’Onu, l’Ue, la Francophonie et l’Ordre de Malte. D’autres acteurs frappent à la porte. Il s’agit de la Russie, du Kenya et du Sri Lanka. Cela témoigne du poids, de la crédibilité et de l’intérêt de la COI. ”

communs. Je pense à l’élargissement de notre famille. Quand j’ai pris la tête du secrétariat général en 2016, seule la Chine disposait du statut de membre observateur. Aujourd’hui, il y a l’Inde, le Japon, les Nations unies, l’Union européenne, la Francophonie et l’Ordre de Malte.

D’autres acteurs et non les moindres frappent à la porte. Il s’agit de la Fédération de Russie, du Kenya et du Sri Lanka. C’est un envoi diplomatique et politique, le témoignage du poids, de la crédibilité et de l’intérêt de la COI.

Au niveau opérationnel, il y a aussi de nombreux résultats pour la santé, le numérique, la sécurité maritime, les énergies renouvelables, la pêche ou encore la culture.

Les îles de l’Océan indien sont vulnérables (...). Votre prédécesseur, Jean Claude De l’Estrac, avait déclaré en 2013 que c’était à la fois un défi mais aussi une chance. Comment analysez-vous cette assertion de votre prédécesseur ?

L’Indianocéanie est vulnérable par nature mais elle est ambitieuse par choix. Et ces ambitions, c’est la COI qui les porte, qui les traduit dans le concret. La fragilité de nos îles face aux aléas de la mondialisation, y

compris les risques climatiques et sanitaires, ne doit pas être considérée comme une fatalité. L’action collective que nous portons se nourrit de nos fragilités, elle vise à y répondre, à renforcer la résilience de nos îles. La chance, c’est que nous sommes des îles solidaires, que nous portons une voix unique en Afrique. Nous avons un vaste champ d’opportunités pour la sécurité alimentaire, pour l’adaptation au changement climatique, pour la préservation des écosystèmes qui sont un bien commun.

Vous avez engagé un chantier important sur la réforme de l’institution affirmée dans “La Déclaration de Moroni”. Que doit-on attendre maintenant des pays membres dans la concrétisation des ambitions affichées par l’organisation régionale ?

Il faut maintenant mettre les moyens au service des ambitions. L’action de la COI dépend presque exclusivement de l’aide publique au développement. Or, il est aujourd’hui question d’une contrepartie des bénéficiaires qui se mesure à l’aune des ressources pour leur propre outil, à savoir le secrétariat général, et aussi pour des actions communes. Il faut aussi une implication au plus haut niveau de nos États.

Je suis heureux que l’Accord de Victoria révisé entérine l’institutionnalisation du sommet des chefs d’État et de gouvernement. Il leur reviendra de fixer le cap politique de la COI pour cinq ou dix ans. Il est question de l’avenir de notre région, de l’Indianocéanie que nous voulons. J’attends avec impatience le prochain sommet qui exprimera au monde l’ambition de l’Indianocéanie.

La Commission de l’Océan indien est souvent perçue comme un petit politicien qui a des marges limitées pour régler des grandes questions économiques comme le chômage des jeunes, la sécurité ali-

mentaire ou, en gros, la pauvreté à travers des politiques communes. Est-ce votre avis ?

La marge de manœuvre de la COI est celle que lui donnent ses États membres. Nous ne sommes pas une organisation supranationale, une Union, qui édicte des politiques publiques qui pourraient prendre le pas sur les politiques de nos États. La COI met en œuvre les décisions de ses États membres. Elle est un outil au service du développement. Elle agit dans les domaines que vous avez mentionnés dans le cadre de projets régionaux financés par des bailleurs, comme l’Union européenne, l’Agence française de développement ou la Banque mondiale.

Cela dit, en matière de sécurité alimentaire, nous avons développé le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui offre un cadre d’actions pour l’ensemble des acteurs. Il s’inscrit sur le temps. Nous soutenons l’entrepreneuriat des femmes et des jeunes, au travers de réseaux régionaux qui ont permis de valoriser les savoir-faire et d’améliorer leur autonomisation économique. Un nouveau projet régional qui sera mis en œuvre par l’Union européenne offrira une ligne de crédits aux entrepreneurs. Nous avons conduit des projets au plus près des communautés qui ont permis de créer des activités génératrices de revenus ou encore d’apporter de l’électricité dans des zones qui en étaient dépourvues. Les exemples sont nombreux mais ils s’inscrivent dans des cycles de projets plus que dans des politiques publiques régionales disposant de ressources adéquates.

L’“Economie bleue” a été considérée, depuis 2009, comme un levier pour la croissance économique dans les îles de l’Océan indien. Mais on a l’impression qu’il y a retard à l’allumage faute de projets concrets pouvant traduire cette volonté commune. Qu’est-ce qui se fait au niveau de la COI pour mettre l’économie bleue au centre de l’avenir économique des pays membres ?

La COI intervient dans ce domaine depuis bientôt trente ans. En conduisant des projets de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers, de surveillance des pêches, de renforcement des filières halieutiques ou encore sécurité maritime, la COI fait de l’économie bleue. Elle vient d’établir, en concertation avec ses États et l’assistance de la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, un plan d’action régional. Il identifie des axes d’intervention prioritaires. Mais il nous faudrait le revoir à la lumière des besoins ayant émergé avec la pandémie de Covid.

INTERVIEW

Hamada Madi (Bolero) : " Je quitte la COI la tête haute "

Après 4 ans à la tête du secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien, Hamada Madi a passé le flambeau à Velayoudom Marimoutou, le nouveau secrétaire général de la COI hier jeudi 16 juillet. Selon notre interlocuteur, il y a un projet de résilience côtière, qui proposera des solutions d'aménagement basées sur la nature sur des sites pilotes aux Comores, sans compter Hydromet, cet autre grand projet de capacité météorologique, pour mieux prévenir les risques et les gérer. Lire l'interview qu'il a accordée à La Gazette des Comores / HZK- Presse.

Question : Vous avez passé le flambeau du secrétariat général de la COI à un réunionnais. Quel bilan faites-vous de votre mandat de 4 ans ?

Hamada Madi : C'est la question incontournable ! Je dois dire que je quitte la COI la tête haute, fier de la mission accomplie. Ce bilan n'est pas que le mien. Il est aussi celui des représentants de nos pays que j'ai servis, de mon équipe dévouée du secrétariat général, de nos partenaires, et même, de mes prédécesseurs qui ont posé des jalons sur lesquels j'ai pu bâtir mon action. Mon bilan est, je crois, d'abord politique avec la modernisation institutionnelle et fonctionnelle de la COI. Je dois dire ici que ce chantier, important pour l'avenir de la COI et pour sa capacité d'intervention dans le futur, a bénéficié de l'implication directe du vice-président des Seychelles et du ministre des affaires étrangères des Comores qui se sont succédés à la présidence de la COI. Cette modernisation a commencé à Moroni en août 2019 et a permis la signature, huit mois après, de l'accord de Victoria révisé, notre texte fondateur, en mars dernier. Et puis, dans la foulée, la COI, qui a gagné une

statue reconnue au niveau régional et même international, notamment grâce à son action pour la sécurité maritime, a accueilli dernièrement l'Inde, le Japon et les Nations Unies comme membres observateurs. Ils rejoignent la Chine, l'Union européenne, la Francophonie et l'Ordre de Malte. C'est remarquable pour une « petite » organisation comme le disent certains. Petite par la taille certes, mais grande par les ambitions et les réalisations !

Question : Vous défendiez bien évidemment les intérêts de l'ensemble des pays membres. Comme le post de SG est tournant, qu'est-ce que la COI a-t-elle pu apporter à votre pays les Comores durant votre mandat ?

H.M. : La COI, c'est un outil de solidarité, c'est une action multilatérale pour tous les États membres et des actions décidées par les États membres. Votre question est néanmoins légitime. Il peut être difficile parfois de mesurer l'apport de la coopération régionale parce que ce ne sont pas des routes, des ponts, ni des stades que construit la COI. Elle accompagne les États dans la mise en œuvre de politiques régionales qui leur sont nécessaires pour répondre à des défis communs. Concrètement, la COI a soutenu le développement des filières d'énergies renouvelables avec le soutien de l'UE. Elle a cofinancé des cuisines solaires et des distillateurs d'ylang-ylang à foyers économes auprès de centaines de familles comoriennes. La COI a aussi renforcé les capacités des communautés pour la gestion des écosystèmes comme auprès du Parc marin de Mohéli. Et puis, tout récemment, elle a commandé des équipements et des matériels pour aider les Comores à répondre à la pandémie du Covid-19. Une caméra thermique a été installée à l'aéroport Prince Said Ibrahim. Des équipe-

ments de protection, des kits pour les tests, des matériels de prises en charges, des lits pour les hôpitaux, une ambulance et bien d'autres matériels seront acheminés dans les prochaines semaines. Et puis, très prochainement, les Comores bénéficieront deux grands projets sur le climat. Il y a un projet de résilience côtière, qui proposera des solutions d'aménagement basées sur la nature sur des sites pilotes. Et il y a un grand projet, Hydromet, de capacité météorologique, pour mieux prévenir les risques et les gérer. Ces projets climatiques sont importants pour l'avenir de nos îles, pour la sécurité des populations.

Question : Quel a été votre plus grand chantier ?

H.M. : C'est celui de la modernisation dont je vous faisais part. Mais ce chantier s'est imposé de lui-même car il y avait un décalage entre la pratique d'une coopération diversifiée et les missions confiées en 1984 à la COI. Le juriste que je suis est heureux que les États membres aient souhaité aller dans le sens de la modernisation qui oblige, d'abord, à revenir aux fondements, à nos textes. Mais, le chantier que je voulais conduire, c'est celui de la sécurité sur tous les fronts et je crois que mon bilan est positif ! La COI, avec l'appui de l'UE, a pu mobiliser huit pays de la région, dont les Comores, pour créer une architecture de sécurité maritime régionale avec deux centres régionaux à Madagascar et aux Seychelles. Nous avons posé les jalons avec l'Agence Française de Développement pour un projet paix, stabilité et gouvernance. Et la sécurité, c'est aussi le climat, la santé, la sécurité alimentaire. Et sur les quatre dernières années, j'ai eu l'honneur de signer 17 conventions de financements pour des activités dans ces secteurs auprès de 7 bailleurs internationaux.



Hamada Madi bolero

Question : Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées ?

H.M. : Je ne crois pas qu'il y ait eu de réelle difficulté. Si véritablement je devais dire une chose, alors ce serait, peut-être, parfois la longueur de certains processus de consultation parce qu'on est dans le multilatéral et que nos décisions sont prises sur la base du consensus. C'est tant mieux. Mais, parfois, quand on veut aller vite, il peut arriver qu'on trépigne. Cela dit, le secrétaire général de la COI n'est pas dans une logique électorale, et l'action de la COI se bâtit donc sur le temps long. C'est une belle leçon !

Question : Durant les 4 ans de votre mandat, vous êtes-vous senti pleinement soutenu par votre pays ?

H.M. : Totalemment ! J'ai eu l'honneur d'être proposé par mon pays. Le président d'alors, Ikililou Dhoinine m'a fait cet honneur et Azali Assoumani, m'a fait l'honneur de son soutien également au point d'effectuer le déplacement à mon investiture. Je garde d'excellents souvenirs des ministres des affaires étrangères des Comores que j'ai côtoyés et je suis heureux de terminer mon mandat sous la présidence de mon ami, le ministre

Souef Mohamed El-Amine. Mes réussites, l'empreinte qui sera la mienne, c'est celle de tous les Comoriens et de toutes les Comoriennes parce qu'en représentant notre Indianocéanie, je représentais aussi mon pays.

Question : Pensez-vous avoir réussi dans vos missions ?

H.M. : Je l'espère. Mais ce sera aux autorités de nos pays de le dire. Et aux observateurs d'en faire l'analyse.

Question : En août 2018 l'armée avait tenté de vous arrêter à Mohéli pour « terrorisme » alors que vous étiez encore en poste. Qu'est-ce qui s'était réellement passé et quelles auraient été les conséquences diplomatiques de cette arrestation si elle avait abouti ?

H.M. : J'ai toujours placé ma confiance en Allah. Il est le seul Protecteur ! Et il se trouve qu'il ne s'est finalement rien passé. J'ai accompli ma mission au mieux de mes capacités et toujours dans le respect de mon mandat. A ce moment précis, seul le présent et l'avenir comptent.

Propos recueillis par
A.O Yazid

COMMISSION DE L'Océan Indien

Hamada Madi cède le pouvoir à Vêlayoudom Marimoutou

La passation a eu lieu hier jeudi 16 juillet par visioconférence. Elle a été suivie par l'ensemble des pays membres. La cérémonie a été dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Souef Mohamed El-Amine, président en exercice du Conseil des ministres de la Coi.

Désigné le 6 mars 2020 lors du 34^e Conseil des ministres de la Coi aux Seychelles, Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi Boléro. Insistant sur la stabilité de la région, Hamada Madi s'est ainsi félicité de laisser une région paisible malgré quelques tensions. «Notre région est heureusement en paix et nous pouvons nous en réjouir malgré les tensions entre les grandes puissances que nous observons», a-t-il souligné, poursuivant qu'il est ravi d'avoir initié des discussions avec l'Agence française de développement (Afd) pour un projet régional de paix, de stabilité et de gouvernance. A son tour, le nouveau secrétaire général de la Coi, Vêlayoudom Marimoutou, a félicité son prédécesseur qui lui «lègue une organisation forte et moderne».



Après quatre ans à la tête de la Commission de l'Océan Indien (Coi), Hamada Madi Boléro a passé le flambeau au nouveau secrétaire général, Vêlayoudom Marimoutou. Il dit avoir laissé une organisation «stable» avec une région «en paix» dans une période de crise sanitaire mondiale.

Par Chamsoudine Saïd Mhadji

Désigné le 6 mars 2020 lors du 34^e Conseil des ministres de la Coi aux Seychelles, Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi Boléro. La passation a eu lieu hier, jeudi 16 juillet au siège de l'organisation à Ebène à l'île Maurice. Une cérémonie de passation de pouvoir qui s'est déroulée par vidéoconférence, présidée par le ministre comorien des Affaires étrangères, président en exercice du conseil des ministres de la Coi, Souef Mohamed El-Amine. Depuis le siège de la Coi à Maurice, le secrétaire général sortant a remercié son

équipe, les pays membres de la Coi et les partenaires. Il a par la suite exposé les grandes lignes de son bilan. Un bilan basé sur la sécurité et la paix dans la région. «Sans sécurité et sans stabilité, il serait vain de penser au développement», a déclaré l'ancien secrétaire général sortant.

Insistant sur la stabilité de la région, Hamada Madi s'est ainsi félicité de laisser une région paisible malgré quelques tensions. «Notre région est heureusement en paix et nous pouvons nous en réjouir malgré les tensions entre les grandes puissances que nous observons», a-t-il souligné, poursuivant qu'il est ravi d'avoir initié des discussions avec l'Agence française de développement (Afd) pour un projet régional de paix, de stabilité et de gouvernance. Hamada Madi a insisté que la stabilité régionale demeure aussi sur «notre mer». «La stabilité maritime est assurée», a-t-il rassuré.

Le bilan du secrétaire sortant est marqué aussi par l'élargissement du cercle des partenaires ayant notamment le statut d'observateurs. «Après avoir accueilli la République populaire de Chine comme premier membre observateur en 2016,



Hier au ministère des Affaires étrangères

nos Etats membre ont salué l'arrivée de l'Union européenne, de la Francophonie et de la République souverain de Malte, puis en mars dernier de l'Inde, du Japon et de l'Onu...», a-t-il énuméré, montrant que la Coi a fait des progrès dans divers domaines, citant la culture, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pandémie du coronavirus et les changements climatiques. A son tour, le nouveau secrétaire général de la Coi, Vêlayoudom Marimoutou, a félicité son prédécesseur qui lui «lègue une organisation forte et moderne». «Je remercie Hamada Madi de me laisser une institution en cours de modernisation, qui porte les ambitions de nos Etats et qui s'affirme comme un acteur incontournable de la scène régionale». Pour M. Marimoutou, les îles de l'Océan indien sont «des îles sentinelles de l'Afrique de l'Est avec des territoires en interfaces des groupes maritimes et terrestres de l'Afrique à l'Asie». Le nouveau patron de la Coi a appelé à renforcer les liens entre les îles pour pouvoir répondre aux défis de la région. Il s'est engagé à répondre aux besoins de la communauté régionale.

Après la série des discours des différents ministres et représentants des îles de la Coi, le président en exercice du Conseil des ministres de la Commission de

l'Océan indien, Souef Mohamed El-Amine, a salué «le bilan positif» du secrétaire général sortant. «Je voudrais, ainsi, saisir cette heureuse opportunité pour rendre un hommage mérité à Boléro pour tout ce qu'il a réalisé pour le bien de l'indianocéanie et des peuples de notre région», a-t-il déclaré, ajoutant que «Boléro, figurera désormais sur la liste des enfants et personnalités qui ont marqué l'histoire de l'espace indianocéanique».

Le chef de la diplomatie comorienne a félicité le nouveau secrétaire général de la Coi. «Je vous félicite et vous souhaite, au nom des membres du Conseil, la bienvenue dans la famille de la Coi et je tiens à vous rassurer de ma disponibilité et de celle de la présidence en exercice à vous accompagner dans vos nobles missions», a-t-il certifié, mentionnant «son précieux apport, son expérience, sa disponibilité et son savoir-faire» pour parachever l'évolution institutionnelle en cours. «Je sais que sa touche personnelle et son parcours impressionnant lui permettront de conduire avec succès la mission que nous lui confions», a-t-il conclu. (Lire une interview exclusive du secrétaire général sortant, Hamada Madi, accordée à Al-watwan, pages 6 et 7) ■



Depuis Ebène, à l'île Maurice

Coi

La fin du mandat de Hamada Madi Bolero

A travers une visioconférence hier jeudi, s'est déroulée la passation de pouvoir entre le nouveau secrétaire général de la Coi, Velayoudom Marimoutou et Hamada Madi Bolero, désormais, secrétaire général sortant. Selon la Coi, Hamada Madi Bolero a accompli la mission accordée durant ses cinq ans à la tête de l'organisation.

Pour des raisons de la Covid-19, le travail se passe en ligne. Tous les pays de l'Océan Indien ont participé à cette cérémonie officielle de passation. La Coi a encensé le travail appréciatif de l'ancien secrétaire général de la Coi. Cinq ans d'exercice ont suffi à Hamada Madi Bolero de recevoir un grand hommage. Le secrétaire général sortant a présenté les principaux résultats de son mandat qu'il avait placé sous le signe de la sécurité. Sécurité maritime, climatique, alimentaire, sanitaire de 2016 à 2020. Pour mieux appréhender la diversité du



mandat d'Hamada Madi, le secrétaire général de la COI lui a remis un ouvrage d'adieu consultable sur le site de la COI.

Le nouveau secrétaire général a annoncé son parcours de ses études universitaires et ses voyages. Selon lui, la COI appartient aux solutions

de vivre. « Je suis né à La Réunion où j'ai grandi et fait une partie de mes études. À l'université de La Réunion, j'ai lié amitié avec des jeunes de la zone ... j'ai voyagé dans ces îles au moment où, à la sortie des indépendances, des grandes interrogations

nous questionnent. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution », a dit, Velayoudom Marimoutou, nouveau secrétaire général de la COI.

Lors de son intervention, Souef Mohamed El-Amine, ministre des affaires étrangères n'a pas caché son émotion envers l'ancien secrétaire général de la Coi. « Son bilan est si riche et des résultats concrets témoignent de sa capacité à gérer avec sagesse », a déclaré Souef Mohamed El-Amine, ministre des affaires étrangères.

Abdoulahum Ahamada

COI | Passation de pouvoirs

La sécurité, le climat, la biodiversité et l'économie priorités du nouveau SG

Le Réunionnais Vélayoudom Marimoutou a pris officiellement le relais de Hamada Madi à la direction du secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien (COI) hier. Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, la cérémonie de passation de pouvoirs entre le secrétaire général sortant à Maurice et son successeur, à La Réunion, s'est déroulée par visioconférence en raison de la fermeture des frontières, encore en vigueur dans les îles du sud-ouest de l'Océan Indien.

La cérémonie a vu la participation de Souef Mohamed El-Amine, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores, et président en exercice du Conseil des ministres de la COI. Étaient également présents Marcel Escure, ambassadeur français délégué à la coopération dans la zone de l'Océan Indien, Tehindrazanarivo Dja-coba A.S. Oliva, ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Nando Bodha, ministre des Affaires étrangères de Maurice, et Vincent Mériton, vice-président des Seychelles.

Dans son allocution d'investiture, Vélayoudom

Marimoutou a balisé les priorités de son action, qui sont la sécurité, le climat et la biodiversité, et l'économie. Concernant la sécurité, il estime qu'il s'agit d'un « agenda commun, avec une vision océanique pour la construction de cette liberté », ajoutant : « C'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces maritimes, de protection de nos espaces marins. La France exercera la présidence de la COI l'année prochaine, et nous approfondirons l'agenda d'intégration autour de la sécurité maritime. »

S'agissant du climat et de la biodiversité, il a qualifié cet item « d'agenda climatique absolument décisif », car il s'agit de l'avenir immédiat de nos îles et de leur résilience, dit-il. Il estime par ailleurs que la question de la biodiversité est « un agenda stratégique pour toute la région, car il est question de notre capital naturel ». Quant à l'économie, Vélayoudom Marimoutou a souligné : « La question de la connectivité des réseaux et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement et politiquement (...) La connectivité est le premier pilier de la stratégie économique qui

doit être développée dans la région. »

Vélayoudom Marimoutou entend donc réconcilier l'agenda économique et l'agenda environnemental aux fins du développement durable. Pour ce faire, il s'agira aussi de promouvoir davantage encore les énergies durables, l'éducation et les offres de formation, ou encore la santé. « L'approche est globale et vise à faire émerger une Indianocéanie authentiquement durable. C'est toute la mission de la COI. »

Lors de son intervention, le secrétaire général sortant, Hamada Madi, a présenté les principaux résultats de son mandat, qu'il avait placé sous le signe de la sécurité (maritime, climatique, alimentaire, sanitaire...). Selon lui, de 2016 à 2020, les résultats ont été nombreux et témoignent surtout de « l'indéniable valeur ajoutée de la COI pour notre région, pour chacun de nos États », dit-il.

Vélayoudom Marimoutou, qui devient le 9e secrétaire général en exercice, est un ancien recteur de l'Académie de La Réunion. Sa nomination à la succession de Hamada Madi est le résultat d'une proposition de la France, formulée en

mars dernier lors du 34e Conseil des ministres de la COI. « Je suis né à La Réunion, où j'ai grandi et fait une partie de mes études. À l'université de La Réunion, je me suis lié d'amitié avec des jeunes de la région. J'ai voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement, la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution », a-t-il observé. Vélayoudom Marimoutou possède une riche carrière dans l'administration et la recherche. Économiste de formation, il a été doyen de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Bordeaux, directeur de recherche ou encore directeur de l'Institut français de Pondichéry.

Une centaine de personnes ont suivi l'événement hier depuis huit territoires, soit depuis Ébène et Port-Louis, mais aussi Moroni (Comores), Antananarivo (Madagascar), Victoria (Seychelles), Saint-Denis (La Réunion), Paris (France), Pretoria (Afrique du Sud) et Genève (Suisse).

Commission de l'Océan Indien : Le Réunionnais Vêlayoudom Marimoutou succède au Comorien Hamada Madi



Vêlayoudom Marimoutou, Recteur de l'Académie de La Réunion, a pris le relai de Hamada Madi à la tête du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). Dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, la cérémonie de passation s'est déroulée par visioconférence le 16 juillet 2020.

Hamada Madi, l'heure du bilan

Le Secrétaire général sortant a présenté les principaux résultats de son mandat qu'il avait placé sous le signe de la sécurité. Sécurité maritime, climatique, alimentaire, sanitaire : de 2016 à 2020, les résultats sont nombreux. Ils témoignent surtout de « *l'indéniable valeur ajoutée de la COI pour notre région, pour chacun de nos États* ».

Le mandat d'Hamada Madi s'est aussi distingué sur le front des réformes institutionnelles. La Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI (2019) et l'Accord de Victoria révisé, texte fondateur de l'organisation (2020), édictent les ambitions des États membres et balisent l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI. Dans le même temps, la COI a renforcé son positionnement dans le paysage politique et diplomatique. Après avoir accueilli la Chine comme premier membre observateur en 2016, le mandat d'Hamada Madi a été marqué par l'arrivée dans la famille élargie de la COI de l'Union européenne, l'OIF et l'Ordre de Malte en 2017 puis de l'Inde, du Japon et de l'Organisation des Nations unies en 2020.

Des résultats concrets

Au niveau opérationnel, Hamada Madi enregistre également des résultats concrets : installation en cours du câble Internet très haut débit METISS dont l'accord de construction et de gestion a été signé en 2017 sous son égide, mise en place d'une architecture de sécurité maritime et création de deux centres régionaux grâce à deux Accords régionaux dont il a été le dépositaire, cofinancement avec l'Union européenne de 11 projets d'énergies durables qui ont apporté de la lumière, de l'eau ou des activités génératrices de revenus à des milliers de famille de l'Indianocéanie, signature de 17 nouveaux projets de coopération en cours d'instruction ou de lancement... Pour mieux appréhender la diversité du mandat d'Hamada Madi, le Secrétariat général de la COI lui a remis un ouvrage d'adieu consultable sur le site de la COI en cliquant ici.

Vêlayoudom Marimoutou, 9ème Secrétaire général de la COI

Sur proposition de la France en mars 2020, le 34ème Conseil des ministres de la COI a désigné Vêlayoudom Marimoutou pour succéder à Hamada Madi. L'impact de la pandémie de Covid-19 oblige à une prise de fonction à distance. *« Je suis né à La Réunion où j'ai grandi et fait une partie de mes études. À l'université de La Réunion, j'ai lié amitié avec des jeunes de la zone.... J'ai voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution ».* [Suite de l'article](#)

Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi à la tête de la Commission Océan Indien

Vêlayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, a pris le relai de Hamada Madi à la tête du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). Dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, la cérémonie de passation s'est déroulée par visioconférence le 16 juillet 2020, comme l'indique la COI dans un communiqué:

Par Charlotte Molina



Photo: Commission de l'Océan Indien

Hamada Madi, l'heure du bilan

Le Secrétaire général sortant a présenté les principaux résultats de son mandat qu'il avait placé sous le signe de la sécurité. Sécurité maritime, climatique, alimentaire, sanitaire : de 2016 à 2020, les résultats sont nombreux. Ils témoignent surtout de *"l'indéniable valeur ajoutée de la COI pour notre région, pour chacun de nos États"*.

Le mandat d'Hamada Madi s'est aussi distingué sur le front des réformes institutionnelles. La Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI (2019) et l'Accord de Victoria révisé, texte fondateur de l'organisation (2020), édictent les ambitions des États membres et balisent l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI. Dans le même temps, la COI a renforcé son positionnement dans le paysage politique et diplomatique. Après avoir accueilli la Chine comme premier membre observateur en 2016, le mandat d'Hamada Madi a été marqué par l'arrivée dans la famille élargie de la COI de l'Union européenne, l'OIF et l'Ordre de Malte en 2017 puis de l'Inde, du Japon et de l'Organisation des Nations unies en 2020.

"C'est dire le rayonnement, la crédibilité et le poids de la COI sur la scène internationale."

C'est un résultat diplomatique majeur du mandat d'Hamada Madi au Secrétariat général de la COI.

Des résultats concrets

Au niveau opérationnel, Hamada Madi enregistre également des résultats concrets : installation en cours du câble Internet très haut débit METISS dont l'accord de construction et de gestion a été signé en 2017 sous son égide, mise en place d'une architecture de sécurité maritime et création de deux centres régionaux grâce à deux Accords régionaux dont il a été le dépositaire, cofinancement avec l'Union européenne de 11 projets d'énergies durables qui ont apporté de la lumière, de l'eau ou des activités génératrices de revenus à des milliers de famille de l'Indianocéanie, signature de 17 nouveaux projets de coopération en cours d'instruction ou de lancement... Pour mieux appréhender la diversité du mandat d'Hamada Madi, le Secrétariat général de la COI lui a remis un ouvrage d'adieu consultable sur le site de la COI en cliquant ici.

Vêlayoudom Marimoutou, 9ème Secrétaire général de la COI

Sur proposition de la France en mars 2020, le 34ème Conseil des ministres de la COI a désigné Vêlayoudom Marimoutou pour succéder à Hamada Madi. L'impact de la pandémie de Covid-19 oblige à une prise de fonction à distance.

"Je suis né à La Réunion où j'ai grandi et fait une partie de mes études. À l'université de La Réunion, j'ai lié amitié avec des jeunes de la zone.... J'ai voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution."

Priorités

Dans son allocution d'investiture, Vêlayoudom Marimoutou a balisé les priorités de son action : la sécurité : *"C'est un agenda commun avec une vision océanique pour la construction de cette liberté. C'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces maritimes, de protection de nos espaces marins. La France exercera la présidence de la COI l'année prochaine et nous approfondirons l'agenda d'intégration autour de la sécurité maritime."*

[Suite de l'article](#)

Secrétariat général de la COI : Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi



Vêlayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, a pris le relai de Hamada Madi à la tête du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). Dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, la cérémonie de passation s'est déroulée par visioconférence le 16 juillet 2020.

Hamada Madi, l'heure du bilan

Le Secrétaire général sortant a présenté les principaux résultats de son mandat qu'il avait placé sous le signe de la sécurité. Sécurité maritime, climatique, alimentaire, sanitaire : de 2016 à 2020, les résultats sont nombreux. Ils témoignent surtout de « *l'indéniable valeur ajoutée de la COI pour notre région, pour chacun de nos États* ».

Le mandat d'Hamada Madi s'est aussi distingué sur le front des réformes institutionnelles. La Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI (2019) et l'Accord de Victoria révisé, texte fondateur de l'organisation (2020), édictent les ambitions des États membres et balisent l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI. Dans le même temps, la COI a renforcé son positionnement dans le paysage politique et diplomatique. Après avoir accueilli la Chine comme premier membre observateur en 2016, le mandat d'Hamada Madi a été marqué par l'arrivée dans la famille élargie de la COI de l'Union européenne, l'OIF et l'Ordre de Malte en 2017 puis de l'Inde, du Japon et de l'Organisation des Nations unies en 2020.

« C'est dire le rayonnement, la crédibilité et le poids de la COI sur la scène internationale. »

C'est un résultat diplomatique majeur du mandat d'Hamada Madi au Secrétariat général de la COI.

Des résultats concrets

Au niveau opérationnel, Hamada Madi enregistre également des résultats concrets : installation en cours du câble Internet très haut débit **METISS** dont

l'accord de construction et de gestion a été signé en 2017 sous son égide, mise en place d'une **architecture de sécurité maritime** et création de deux centres régionaux grâce à deux Accords régionaux dont il a été le dépositaire, cofinancement avec l'Union européenne de 11 projets d'énergies durables qui ont apporté de la lumière, de l'eau ou des activités génératrices de revenus à des milliers de familles de l'Indianocéanie, signature de 17 nouveaux projets de coopération en cours d'instruction ou de lancement... Pour mieux appréhender la diversité du mandat d'Hamada Madi, le Secrétariat général de la COI lui a remis **[un ouvrage d'adieu consultable sur le site de la COI en cliquant Suite de l'article](#)**

Vêlayoudom Marimoutou succède à Hamada Madi à la tête de la COI



Vêlayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, a pris le relai du Comorien Hamada Madi à la tête du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). - COI

Vêlayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, a pris le relais de Hamada Madi à la tête du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI).

« Je suis né à La Réunion où j'ai grandi et fait une partie de mes études. À l'université de La Réunion, j'ai lié amitié avec des jeunes de la zone.... J'ai voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution », indique Vêlayoudom Marimoutou, le nouveau Secrétaire général de la COI lors de la cérémonie de passation s'est déroulée, pandémie de la Covid-19 oblige, par visioconférence le 16 juillet 2020.

Dans son allocution d'investiture, il a balisé les priorités de son action :

la sécurité : « C'est un agenda commun avec une vision océanique pour la construction de cette liberté. C'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces maritimes, de protection de nos espaces marins. La France exercera la présidence de la COI l'année prochaine et nous approfondirons l'agenda d'intégration autour de la sécurité maritime. »

le climat et la biodiversité : « l'agenda climatique est absolument décisif » parce qu'il s'agit de l'avenir immédiat de nos îles, de leur résilience et « l'agenda biodiversité est un agenda stratégique pour toute la région » car il est question de « notre capital naturel ».

l'économie : « la question de la connectivité des réseaux et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement et politiquement. [...] La connectivité est

le premier pilier de la stratégie économique qui doit être développé dans la région.
»

Vêlayoudom Marimoutou entend donc réconcilier l'agenda économique et l'agenda environnemental aux fins du développement durable. Pour ce faire, il s'agira aussi de promouvoir davantage encore les énergies durables, l'éducation et les offres de formation ou encore la santé. L'approche est globale et vise à faire émerger une Indianocéanie authentiquement durable. C'est toute la mission de la COI.

Vêlayoudom Marimoutou

Recteur de l'Académie de La Réunion depuis 2016, Vêlayoudom Marimoutou a eu une riche carrière dans l'administration et la recherche. Économiste de formation, il a été doyen de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Bordeaux, directeur de recherche ou encore directeur de l'Institut français de Pondichéry.

Commission de l'Océan Indien : Hamada Madi cède sa place à Vêlayoudom Marimoutou



Le 5 juin dernier, le Recteur de La Réunion, Vêlayoudom Marimoutou a été nommé nouveau secrétaire de la Commission de l'Océan Indien.

Ce jeudi 16 juillet, [Vêlayoudom Marimoutou](#) devient officiellement secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Il succède à Hamada Madi.

Hamada Madi cède sa place

"Au moment de passer le flambeau à mon estimé successeur, un mot, un seul, me revient à l'esprit, gratitude.

J'adresse également mes remerciements émus aux représentants des Etats. J'ai une pensée pour chacun de nos états membres pour le soutien apporté et les encouragements qui ont permis de renforcer notre action régionale."

Vêlayoudom Marimoutou reprend le flambeau

"Je voudrais remercier la France qui a proposé ma candidature à ce poste. Je n'imaginais pas il y a quelque mois, à faire ce discours d'installation de secrétaire général de la COI. Je serais digne de la confiance que vous me faites.

Je remercie également le secrétaire général qui, depuis juillet 2016, a mené un grand travail de modernisation.

Je voudrais souligner le travail remarquable de la commission dans la crise sanitaire.

Mon engagement sera total auprès des Etats."

La COI

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale créée en 1982 à Port-Louis de l'île Maurice et institutionnalisée en 1984 par l'Accord de Victoria (Seychelles).

Elle réunit cinq pays de la région océan Indien occidental : Union des Comores, France (au titre du département de La Réunion), Madagascar, Maurice, Seychelles.

Sa mission principale est de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les populations de l'Indianocéanie, et de bâtir des projets régionaux de développement durable, destinés à les protéger, améliorer leurs conditions de vie et préserver les ressources naturelles dont elles dépendent fortement.

Vêlayoudom Marimoutou devient officiellement secrétaire général de la COI



C'est par visioconférence, covid oblige, que s'est effectuée ce jeudi la passation de pouvoir entre Hamada Madi et Vêlayoudom Marimoutou à la Commission de l'Océan indien. Celui qui était encore il y a quelques jours le recteur de l'académie de La Réunion, est devenu secrétaire général de la COI.

Vêlayoudom Marimoutou, ancien recteur de La Réunion, est officiellement devenu Secrétaire général de la COI ce jeudi 16 juillet, sur proposition de la France en mars dernier, lors du 34ème conseil des ministres de la COI. Le covid rendant les déplacements impossibles, c'est à distance, par visioconférence, qu'il a pris ses nouvelles fonctions, succédant à Hamada Madi. Une centaine de personnes ont suivi l'événement depuis 8 territoires dont Ebène et Port-Louis à Maurice, Moroni aux Comores, Antananarivo à Madagascar, Victoria aux Seychelles, Saint-Denis à La Réunion ou encore Paris en France, Pretoria en Afrique du Sud et Genève, en Suisse.

Lors de son allocution d'investiture, Vêlayoudom Marimoutou a rappelé son enfance à La Réunion, ainsi qu'une partie de ses études à l'université de La Réunion qui lui ont permis de "lier amitié avec des jeunes de la zone". "J'ai voyagé dans ces îles au moment de l'insouciance, à un moment où, au sortir des indépendances, de grandes interrogations nous questionnaient. Chacun a trouvé des solutions adaptées à son territoire. Rapidement la nécessité d'une approche globale s'est imposée. La COI fait partie de la solution".

Il a aussi défini les priorités de son action lors de ce mandat, notamment en réconciliant l'agenda économique et l'environnemental, mais aussi en promouvant les énergies durables, l'éducation, la formation ou la santé :

la sécurité : *« C'est un agenda commun avec une vision océanique pour la construction de cette liberté. C'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces maritimes, de protection de nos espaces marins. La France exercera la présidence de la COI l'année prochaine et nous approfondirons l'agenda d'intégration autour de la sécurité maritime. »*

le climat et la biodiversité : *« l'agenda climatique est absolument décisif »* parce qu'il s'agit de l'avenir immédiat de nos îles, de leur résilience et *« l'agenda biodiversité est un agenda stratégique pour toute la région »* car il est question de *« notre capital naturel »*.

l'économie : *« la question de la connectivité des réseaux et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement et politiquement. [...] La connectivité est le premier pilier de la stratégie économique qui doit être développé dans la région. »*

Avant son passage à l'académie de La Réunion, où il a été recteur depuis 2016, Vêlayoudom Marimoutou a travaillé dans l'administration et la recherche. Économiste de formation, il a été doyen de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Bordeaux, directeur de recherche ou encore directeur de l'Institut français de Pondichéry.

Quant à Hamada Madi, le secrétaire général sortant, il a aussi été question de son bilan à ce poste. "Sécurité maritime, climatique, alimentaire, sanitaire : de 2016 à 2020, les résultats sont nombreux", selon la COI. Parmi ses actions, des réformes institutionnelles, dont la Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI et l'Accord de Victoria révisé. Pendant son mandat, la Chine est aussi devenue premier membre observateur, en 2016, et la COI a accueilli dans sa famille élargie l'Union européenne, l'OIF et l'Ordre de Malte en 2017 puis l'Inde, le Japon et l'Organisation des Nations unies en 2020. "C'est dire le rayonnement, la crédibilité et le poids de la COI sur la scène internationale", a commenté Hamada Madi.

Au niveau opérationnel, Hamada Madi compte aussi parmi ses actions l'installation en cours du câble Internet très haut débit **METISS** dont l'accord de construction et de gestion a été signé en 2017 sous son égide, la mise en place d'une architecture de sécurité maritime et la création de deux centres régionaux, le cofinancement avec l'Union européenne de 11 projets d'énergies durables qui ont apporté de la lumière, de l'eau ou des activités génératrices de revenus à des milliers de famille de l'Indianocéanie, la signature de 17 nouveaux projets de coopération en cours d'instruction ou de lancement...

Hamada Madi Boléro cédera son poste ce 16 juillet à Vêlayoudom Marimoutou



Hamada Madi Boléro, Secrétaire général de la COI quittera son poste ce 16 juillet 2020 après 4 ans à la tête de la commission de l'**Océan indien**.

← Annonces Google

Signaler cette annonce

Pourquoi cette annonce ? ⓘ

C'est Vêlayoudom Marimoutou qui succédera à Boléro, il est économiste, il est français de l'île de La Réunion et il né le 12 décembre 1957.

C'est lors du 34ème conseil des ministres en France, qui s'est tenu le 6 mars dernier, que la nomination de Vêlayoudom Marimoutou a été officiellement décidée. Il prendra ses fonctions le 16 juillet 2020.

Pour en savoir plus :

- <https://www.linfo.re/la-reunion/societe/velayoudom-marimoutou-amener-tout-le-monde-a-la-reussite>
- <https://www.afropages.fr/habarizacomores/fin-du-mandat-de-bolero-a-la-tete-de-la-coi>
- <http://comores.niooz.fr/hamada-madi-bolero-cedera-son-poste-ce-16-juillet-a-velayoudom-marimoutou-36628616.shtml>
- <https://www.habarizacomores.com/2020/07/fin-du-mandat-de-bolero-la-tete-de-la.html>